



N° 6 / SEPTEMBRE 1991
PARAIT 8 FOIS PAR AN

Partir à l'occidentale

L'été, dans la mentalité de nos contemporains, n'est-ce pas d'abord la saison de tous les voyages? L'image la plus spectaculaire en est le flux pendulaire des millions de touristes européens dispersés aux quatre vents des modes...

S'interroger sur cette passion bien occidentale du voyage – à laquelle même les motivations individuelles de l'action humanitaire ou de développement ne semblent pas étrangères – c'est peut-être se heurter à l'une de ces «fausses évidences collectives» dont parlait Vincent Cosmao. Et pour cause.

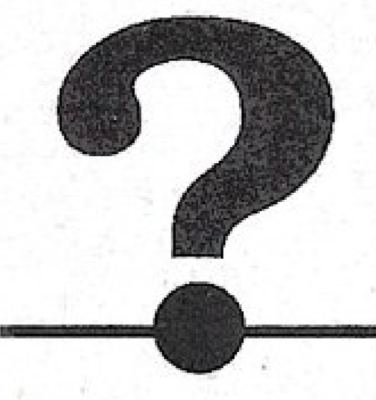
Le diable au corps de l'aventure exotique n'a gagné l'Europe que «récemment»: quand, définitivement sortis du cloisonnement de la chrétienté moyen âgeuse au nombril de leur monde, nos ancêtres se sont lancés sur les mers vérifier leurs hypothèses de terre ronde et se sont mis en tête – on va en fêter le triste 500ᵉ – de devenir les découvreurs d'or et les missionnaires de civilisation élue. Le 700ᵉ de la Suisse, lui, devrait inviter aussi à un retour sur soi, sur le sens du voyage pour notre peuple métis, qui refuse de reconnaître une part de ses racines et les terribles soifs du reste du monde dans l'immigration qui frappe de plus en plus fort sur la coque creuse et argentée de sa «barque pleine».

Est-il vraiment idéaliste, d'un autre côté, d'objecter à notre manie occidentale du voyage la seule valeur du voyage intérieur? Hormis le danger d'une sorte d'«autisme du cœur», il y a sans doute là plusieurs pôles de choix, entre la jeunesse de la carrière économique à tout prix, celle des messes culturelles élitaires ou des loisirs de consommation, et celle, minoritaire tout de même, qui opte pour les voies moins balisées de l'engagement. Certains de ceux-ci préfèrent déterrer la hache de guerre dans leur paroisse et verraient pour eux-mêmes, dans le voyage au Sud, un autre refus ou une fuite de notre société où rien d'ouvert ne paraît plus à construire. Une forme d'esprit pionnier fin de XXᵉ, en effet, le départ outre-mer! A condition d'en revenir.

S'il ne se fonde pas sur le sentiment d'impuissance ou la passivité ici, s'il trouve au contraire une source d'énergie et de motivation dans un certain idéal d'exister au monde, le volontariat peut continuer d'avoir tout son sens – qui constitue sans doute une des portes d'avenir pour l'humanité – celui de contribuer à jeter, du Sud comme du Nord, des passerelles de solidarité et de compréhension interculturelles.

L'authentique voyage de la reconnaissance et du respect de l'Autre, qui fait grandir ensemble.

Pierre-Yves Maillard



Sélection du Monde, 24.5.91

Selon un rapport du PNUD sur le développement humain

La pauvreté tient plus aux erreurs de politique qu'au manque d'argent

En quelques chiffres et formules, (*«Il n'est pas sage de vouloir franchir un abîme en deux fois»*), le second rapport du PNUD (1) sur le développement humain, publié le 22 mai, montre combien la pauvreté tient davantage aux erreurs de politique qu'au manque de ressources financières.

Si l'on en croit les experts du PNUD, l'accès au bien-être n'est pas une question d'argent mais de volonté et de discernement de la part des Etats. *«La restructuration des budgets nationaux et de l'aide internationale en faveur du développement humain peut libérer un immense potentiel de ressources»*, indique le document. Les pays du tiers-monde pourraient dégager jusqu'à 50 milliards de dollars par an et les allouer à des usages plus productifs, à condition de renoncer à certains excès... Une grande partie de ces fonds (10 milliards de dollars par an) pourrait ainsi venir du simple gel des dépenses militaires, qui absorbent 5,5 % du produit national brut (PNB) du monde en développement. On note qu'en Angola, en Ouganda, au Zaïre, au Tchad, au Pakistan, au Pérou et en Syrie, les dépenses consacrées aux armements sont au moins deux fois plus élevées que les dépenses de santé et d'éducation...

Autre pactole à récupérer : les capitaux en fuite. Ils ont représenté 80 % de l'encours de la dette aux Philippines entre 1962 et 1986 ! *«Au Mexique et en Argentine*, précise le rapport, *au moins 50 % du montant des emprunts des quinze dernières années ont donné lieu à des sorties de capitaux.»* Quant à la corruption, qui n'est pas une exclusivité des pays pauvres, elle sévit à tous les niveaux des sociétés du tiers-monde, à leur sommet comme aux plus modestes rangs de leur bureaucratie. Au Pakistan, les gains illégitimes réalisés dans l'exercice de fonctions publiques sont estimés à 4 % du PNB. Le Zaïre, la République dominicaine ou l'Indonésie sont les plus fortement touchés par ce fléau.

Les objectifs de l'aide internationale

Outre la restructuration des dépenses, de la dette et des entreprises publiques, il faudrait selon le PNUD réviser les objectifs de distribution de l'aide internationale. *«Si un tiers de l'aide accordée actuellement était affecté aux secteurs humains prioritaires, l'appui à ces secteurs s'en trouverait quadruplé»*, note le rapport.

Globalement, l'aide publique au développement ne représente que 0,3 % du PNB des pays donateurs, au lieu du 0,7 % auquel ils se sont engagés. Surtout, leur aide ne porte que très marginalement sur les dépenses humaines primaires de santé, d'éducation ou d'approvisionnement en eau. Une forte proportion du soutien américain est ainsi destinée à des dépenses de défense en Israël, en Egypte, au Pakistan et en Turquie. L'aide dite *«humaine»* ne représente que 0,01 % du total. D'après le PNUD, de toutes les catégories d'aide au développement, c'est l'assistance technique qui a le plus besoin d'être réévaluée. *«Le problème vient de ce que l'on dépense souvent trop en compétences techniques étrangères et trop peu pour instaurer des institutions locales ou mobiliser les compétences nationales.»* L'Afrique fournit l'exemple le plus flagrant de cette inefficacité : chaque année, ce continent reçoit 6 milliards de dollars d'assistance technique, soit plus de 22 dollars par habitant (contre 5 dollars en Asie). Malgré cet afflux d'argent, le bien-être humain de l'Afrique reste l'un des plus bas du monde.

Le rapport du PNUD assène des chiffres qui, pour être réducteurs, n'en frappent pas moins les esprits. Ainsi, *«le coût de dix jours de la guerre du Golfe suffirait pour vacciner tous les enfants du monde dans les dix ans à venir contre les maladies pour lesquelles un vaccin est efficace (...). Les dépenses militaires des pays en développement ont augmenté trois fois plus vite que celles des pays industrialisés»*. Notons au passage que les pays riches fabricants d'armes n'ont pas été étrangers à cette *«militarisation»* du tiers-monde.

D'autres données incitent à s'interroger sur la persistance d'une situation de précarité au Sud où un milliard de personnes vivent dans la pauvreté absolue, un autre milliard ne savent ni lire ni écrire, 180 millions d'enfants connaissent une grave malnutrition, 1,5 milliard d'hommes et de femmes n'ont accès à aucun soin de santé.

Or, en 1990, 93 % des naissances ont eu lieu dans ce tiers-monde où la réalité exprimée à travers la statistique paraît bien peu accueillante. Conclusion des experts : *«Les migrations internationales à venir dépasseront celles qui ont créé les Etats-Unis, le Canada et l'Australie.»*. Car si 200 millions de personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté dans les pays riches, ces derniers continuent d'exercer un attrait croissant sur les populations déshéritées. L'indice de développement humain (IDH), calculé par le PNUD selon divers critères de revenu, d'espérance de vie et d'alphabétisation (2), place le Japon au premier rang des pays industrialisés et la Roumanie, au dernier. La Barbade se situe en tête des pays en développement, et la Sierra-Leone ferme la marche.

E. F.

(Vendredi 24 mai.)

(1) Programme des Nations unies pour le développement.

(2) L'indice tient compte notamment de la moyenne des années de scolarité et de la part de revenu supérieure au seuil de pauvreté.

Mensuel du Service Œcuménique de Presse et d'Information, Juin/Juillet 1991

Le 700e anniversaire de la Suisse et les Eglises

Beaucoup de paroisses et de fidèles, suivant en cela de grands artistes et écrivains comme Friedrich Dürrenmatt et Max Frisch récemment disparus, refusent de participer aux festivités de la Suisse officielle. Ils et elles estiment que le pays est en crise, et qu'il n'y a pas de quoi pavoiser: la Suisse bancaire est coupable de recel, puisqu'elle accueille des capitaux en fuite en provenance du monde entier (estimés à 250 milliards de francs suisses, voir SOEPI No 10); elle blanchit l'argent de la drogue; elle vient de connaître un scandale majeur, avec la démission forcée du ministre de la Justice et de la Police Elisabeth Kopp; la commission parlementaire a découvert que 900 000 citoyens étaient fichés, et dénoncé l'existence d'une armée secrète (P-26), et d'un service de renseignements clandestins (P-27); les autorités en place entravent l'éclaircissement de ces affaires, y étant étroitement mêlées. D'où un malaise généralisé, qui ne dispose guère à la fête.

Les Eglises officielles, regroupées dans la Communauté de travail des Eglises chrétiennes en Suisse, ont donné suite à l'invitation du gouvernement de s'associer aux festivités. Elles ont décidé de réhabiliter le jeûne. A l'origine, les journées de jeûne étaient proclamées de cas en cas pour répondre à de graves situations de détresse, notamment l'afflux massif de réfugiés pendant la Guerre de Trente ans et après le massacre de la Saint-Barthélémy. Aujourd'hui, le jeûne fédéral est vidé de sa substance éthique. Pour contribuer à son renouveau, la Commission oecuménique 91 a élaboré, avec des groupes de travail de l'Eglise et du monde politique, un nouveau modèle destiné à guider les célébrations futures du Jeûne fédéral, un modèle de conception moderne qui renoue avec l'Esprit des anciennes journées de jeûne. Elle organise ainsi un culte dans toutes les localités du pays basé sur trois principes: action de grâces (droits de l'homme, liberté, etc.), action de repentance (crise de confiance, abandon de la foi et des valeurs spirituelles, angoisse face à la destruction de l'environnement, démembrement de la famille, pauvreté larvée, solitude, criminalité, taux de suicide), action de prière (buts: justice et solidarité, paix et liberté, sauvegarde de la création, où l'on reconnaît le programme sur la justice, la paix et la sauvegarde de la création du Conseil oecuménique des Eglises).

Le 15 septembre 1991, jour du jeûne fédéral, un grand service religieux oecuménique sera célébré dans la Suisse primitive, près de Sarnen, en clôture de la "Fête de la Confédération". Les festivités comprendront aussi un culte musulman (le vendredi) et un culte juif (le dimanche avant le lever du jour). Ainsi, les trois plus grandes communautés religieuses du pays convergeront dans la prière.

Théo Buss



«J'oublierai jamais»

Des cabanes de chantier
Anciennement transformées
Et utilisées par une grande école.
Elles servaient ensuite
A recueillir des gens
Qui étaient de passage,
Ou d'autres
Qui n'avaient pas d'autre lieu
Pour un «chez eux»

Elle, sa famille lui avait dit
Débrouille-toi...
«Nous n'avons pas les moyens
De t'entretenir tu as 18 ans
Débrouille-toi...»

Elle travaillait quand elle pouvait...
Pas de formation...
Le baraquement c'était son toit
Mais question de manger
C'était plutôt rare
Le minimum quoi.

Seuls les étrangers de ces baraquements
Lui faisaient signe
Lui offraient un verre
Les collègues de la fabrique...
Rien.
Pourtant ils savaient.

«Ce que je n'oublierai jamais,
C'est le soir où en cortège
Une demi-douzaine d'Algériens
Sont venus m'apporter
A manger.

La fête !

«Il y en avait au moins pour 100 balles
Tu te rends compte,
Eux qui avaient trois fois rien...»

«J'oublierai jamais»

Gilbert Zbären



Ces deux lettres personnelles n'étaient pas destinées à être publiées, mais finalement ne rejoignent-elles pas la rubrique de cette page: Le temps de lire?

Avec l'autorisation des deux auteurs, nous nous permettons de faire partager aux lecteurs d'«Interrogation» ce moment privilégié d'un beau livre...

La rédaction

Sintra, Praia das Macas, 21 juillet 1991

Chère Madame,

En vacances avec ma famille au Portugal, je viens de terminer la lecture de votre roman si attachant «Carême». Peut-être que des lecteurs et des lectrices ont déjà eu l'idée de vous écrire pour vous dire leur joie de vous lire! Pourquoi en effet ne dirions-nous pas à l'auteur de grandes satisfactions intérieures que nous sommes contents, heureux de vivre? Et que la lecture d'un beau livre a accru ce bonheur! Et que des vacances en sont enrichies car Marie-Claire Dewarrat, par la qualité de ses phrases et du regard profond et vrai, posé sur ses personnages et la nature ambiante nous aide à rejoindre l'humanité toute entière!

Il est bon aussi de savoir que de grands écrivains continuent de naître et de vivre chez nous! Aussi bien qu'en France ou qu'à Paris! Bien que proche de vous par la géographie (je suis né ici à Echallens dans le canton de Vaud et j'habite Fribourg), je ne veux pas tomber cependant dans le régionalisme.

Vous êtes universelle, car vous décrivez admirablement les sentiments, les joies et les révoltes de la nature humaine et la nature tout court, étroitement mêlée, comme savent le voir et le dire les poêtes!

Merci, chère Madame, pour tous les «Carême» du monde, brisés par la souffrance de la mort d'un enfant. Et qui restent vrais car ils ne veulent pas que l'on perde la mémoire d'un amour si fort.

Je ne vous connaissais pas, mais je vous connais maintenant un peu, grâce à Julien.

Je tenais tout simplement à vous dire que la beauté de votre roman m'a touché. Ma femme elle aussi a beaucoup apprécié. Nos filles, Sarah, Anne, Marie, (de 16 ans à 12 ans) veulent aussi se plonger dans votre belle histoire. Pour Manuel (6 ans) ça sera pour plus tard...

Au revoir et bonnes vacances à vous aussi et à votre famille.

Et surtout continuez d'écrire!

Nous serons nombreux à vous en savoir gré.

Recevez, chère Madame, mes cordiales salutations.

Bernard Bavaud.

P.S. C'est aussi grâce à ma belle-sœur qui a apporté votre livre au Portugal que j'ai pu passer des moments intenses, des moment qui demeurent...

Marie-Claire Dewarrat

CARÊME

roman

L'AIRE

Châtel-Saint-Denis,
le 28 juillet 1991

Cher Monsieur,

Quelle bonne lettre je reçois de vous et de si loin! Carême voyage, c'est très bien.

Je vous remercie pour ce grand morceau de vacances dérobé à la mer et au soleil au profit des neiges et des douleurs de ce pauvre Julien Carême. Je suis bien heureuse de vous avoir procuré un bon moment de lecture: que demander de plus qu'un lecteur heureux? Je suis comblée.

Une lettre comme la vôtre venait à point nommé pour surmonter tous les tracas de ce métier de fou: éditeurs, délais, pas de sous! Et surtout, elle est arrivée comme un bel encouragement pour le quatrième livre, en chantier, ou je sue (avec bonheur!) sang et eau. Vous trouvera-t-il, dans quelques étés, sous un cocotier?

J'espère qu'il vous plaira autant!

Je vous souhaite, cher Monsieur, une belle fin de vacances et une bonne rentrée pour vous et votre famille. Un bonjour à Sarah, Anne, Marie et Manuel et leur mère. A vous, merci, et à un prochain livre.

Amitiés.

M.-C. Dewarrat



La terre, 25 août 1991
La lune est pleine

C'est moi aussi cette femme qui crie dans la nuit.
Pourtant mon fils dort paisiblement auprès de moi.

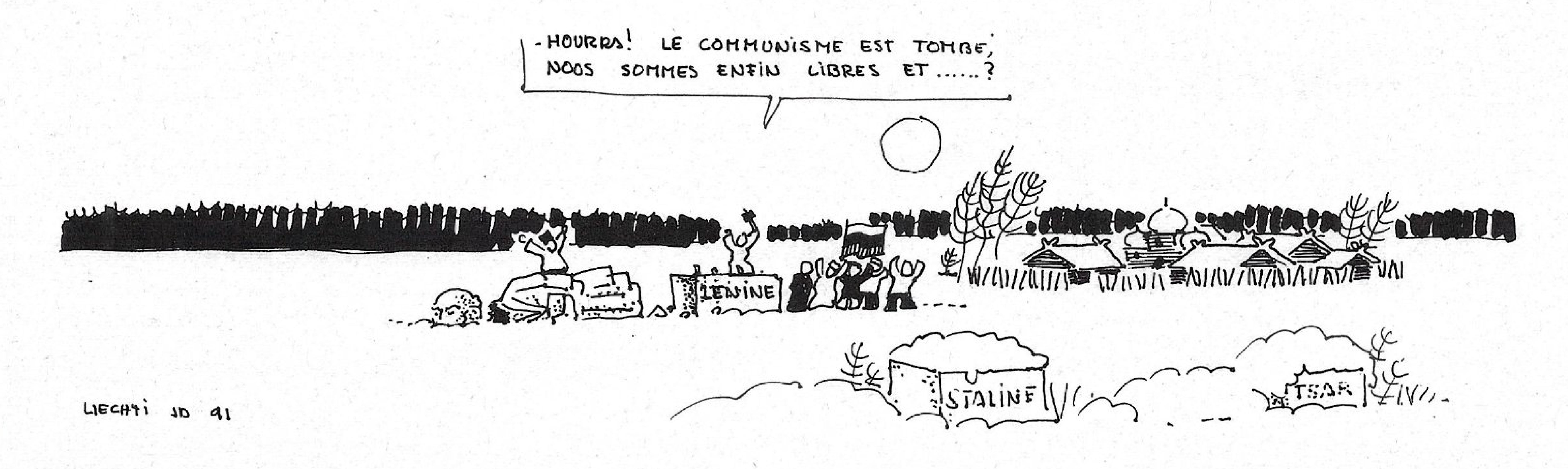
Cette femme c'est moi.
Un cri logé dans ma poitrine, un voile sur les yeux.

Cette femme c'est moi.
Femme qui appelle ton amant, ton fils, ton père.
Là-bas en Amérique, en Asie ou en Afrique.
Là-bas en Pologne ou ailleurs.

Femme qui appelle, femme qui crie dans la nuit.
Ton cri résonne en moi.
J'ai mal du mal de la femme qui sait,
qui sait l'amour, qui sait la tendresse,
pendant que l'on assassine, que l'on torture.

Je voulais te dire à toi qui passe devant ma page,
à toi qui t'arrête sur mon visage,
Un masque est tombé parce que cette femme qui souffre, qui aime,
cette femme pleure en moi
et je suis là, mon fils dort paisiblement.

Michelle



ADHESION DE LA SUISSE AU FMI ET A LA BANQUE MONDIALE

Réflexions éthiques : résumé

La Suisse est fortement intégrée au système économique mondial. Elle entretient par ailleurs depuis longtemps d'étroites relations avec les institutions de Bretton Woods. Adhérer à ces dernières permettra à notre pays d'assumer sa place de pays dépendant des échanges internationaux. La Suisse doit prendre ses responsabilités en participant aux efforts de la communauté mondiale pour résoudre les problèmes communs. Dans ce sens, une adhésion de notre pays au FMI et à la Banque mondiale peut être positive. Ceci clarifiera également la position des organisations non gouvernementales suisses qui pourront ainsi collaborer avec leurs partenaires des autres Etats membres de ces institutions.

Mais les actions du FMI et de la Banque mondiale doivent être critiquées d'un point de vue éthique. Un authentique développement n'est possible que si les pays en développement peuvent eux-mêmes déterminer ce qu'ils veulent comme développement et si les populations concernées participent réellement aux décisions qui influent sur leur sort. Or, les institutions de Bretton Woods se préoccupent d'abord du maintien des structures économiques internationales. En intervenant sur les déséquilibres des économies nationales des pays trop endettés, le FMI privilégie les intérêts des créanciers au détriment des couches les plus pauvres de la population. En favorisant l'intégration de ces mêmes pays dans le système économique mondial par des projets orientés vers les marchés internationaux, la Banque mondiale privilégie un modèle de développement qui accorde la primauté à sa dimension économique. C'est pourquoi la commission Justice et Paix souhaite des changements dans la politique de ces institutions. Elle demande en particulier que les pays en développement y disposent d'un droit de vote plus étendu, qu'elles tiennent davantage compte des conséquences sociales et écologiques des programmes qu'elles soutiennent.

La commission Justice et Paix émet également un certain nombre de conditions à l'adhésion de la Suisse aux institutions de Bretton Woods:
- les objectifs de la loi fédérale sur la coopération au développement doivent être respectés;
- le Département fédéral des affaires étrangères doit jouer un rôle déterminant dans les délégations de notre pays;
- le Conseil fédéral doit soumettre chaque année un rapport aux Chambres fédérales sur la politique qu'il défend au sein de ces institutions et créer une commission consultative extra-parlementaire;
- les moyens requis pour cette adhésion doivent s'ajouter aux crédits déjà consacrés à l'aide au développement;
- les Chambres fédérales doivent être compétentes pour décider de la participation de la Confédération aux augmentations de capital du FMI comme des diverses filiales de la Banques mondiale.

Elle regretterait que les institutions où les pays industrialisés détiennent l'essentiel du pouvoir soient privilégiées dans la politique étrangère suisse. C'est pourquoi elle demande que la Suisse envisage à nouveau une adhésion à l'ONU.

Ces réflexions sont développées dans un document de 5 pages adressé aux membres de la commission préparatoire du Conseil national. Elles font suite à la publication d'une étude sur la coopération multilatérale au développement intitulée "Partenaire du monde" (160 pages, 18.- frs). Ces deux documents sont disponibles au secrétariat de Justice et Paix, case postale 6872, 3001 Berne.

Berne, le 3 juillet 1991 — Commission nationale suisse Justice et Paix



Revendications salariales au FMI

Le Monde, 4.8.1991

Les pays endettés ont parfois bien du mal à payer leurs traites, mais leurs bailleurs de fonds savent composer avec la crise. Le 1er août, le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) et celui de la Banque mondiale, située de l'autre côté de la rue, à Washington, ont ainsi voté avec un bel ensemble une augmentation de 27 % du salaire annuel de leur directeur général dans le premier cas, M. Michel Camdessus, du président dans le second, M. Barber Conable qui, le 1er septembre prochain, cédera son fauteuil à M. Lewis Preston, tout droit venu de la célèbre banque américaine JP Morgan.

A la veille de la réunion de l'un et l'autre conseil, le projet de porter le salaire annuel de ces dirigeants (traditionnellement identique) de 225 000 à 290 000 dollars (1,7 million de francs) par an avait provoqué quelques remous dans l'enceinte des deux organisations. A tel point que l'on prêtait à certains pays membres, dont les Etats-Unis et le Canada, partisans d'une augmentation limitée à 280 000 dollars la ferme intention de s'opposer à cette remise à niveau encouragée notamment par la France, qui réclamait encore plus pour le numéro un du FMI.

Au risque d'agacer une fois de plus le Congrès, toujours très sensible au coût des « machins » internationaux pour le contribuable américain. Heureusement, l'affrontement diplomatique a pu être évité. Washington et Ottawa se contentant d'une abstention après avoir obtenu un « salaire de consensus » de 285. 000 dollars (le prix, il est vrai, d'un bon arbitragiste à Wall Street ayant réussi à conserver son emploi), le « rattrapage » a été approuvé et présenté comme une nécessaire compensation de l'inflation constatée depuis 1988 (16 %) et comme une anticipation de la hausse des prix à venir, la rémunération de ces dirigeants étant révisée seulement tous les trois ans.

Mais, dit-on à Washington, la vérité est plus terre-à-terre. Le véritable responsable de ce dérapage salarial en période d'austérité mondiale est à chercher ailleurs. Plus précisément à Londres, où M. Jacques Attali, officiellement installé à la présidence de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) en avril dernier, percevra 290 000 dollars par an pour enseigner aux pays de l'Est les vertus de la rigueur et de l'économie de marché.

Les dirigeants du FMI et de la Banque mondiale n'auraient pas supporté que, eux qui gèrent les infortunes de toute la planète, soient moins payés que le numéro un de la BERD dont la compétence – au moins territoriale – est, selon eux, naturellement plus limitée. Il fallait dont relever leur salaire pour éviter l'humiliation. Et faire respecter l'institution. En espérant que la contagion pourra être contenue. Et que les autres responsables de grandes organisations (CEE, OCDE, ONU) dont la rémunération annuelle, indemnités de fonction comprises, est actuellement d'environ 270 000 dollars par an, ne vont pas se lancer, eux aussi, dans des revendications salariales décidément hors de propos.

SERGE MARTI



Et maintenant, parlons sous

Tribune de Genève, 24-25.8.1991

La Confédération paye tous les frais relatifs aux demandeurs d'asile. Il lui en coûte quelque 800 millions par année, dont 90% représente l'accueil.

A Genève, l'AGECAS dispose de 1 115 lits (dont 250 dans des abris PC) dans 44 logements collectifs pour héberger les requérants. Après six mois, les requérants, si le dossier n'est pas clos, sont pris en charge par l'Hospice général, qui dispose de logements privés, éventuellement d'hôtels.

Selon Guy-Olivier Segond, un requérant logeant dans un abri PC reçoit un pécule de 395 francs par mois nécessaire à sa survie; dans les autres logements de l'AGECAS (où il cuisine lui-même), il reçoit 667 francs, et 791 francs s'il loge à l'hôtel. Seuls les requérants ne pouvant pas travailler reçoivent ces sommes, qu'il doivent rembourser dès que possible. Par comparaison, l'aide sociale aux personnes âgées, AVS et aides cantonales cumulées, se monte à 1 615 francs par mois.

Alain DUPRAZ



CDB: le droit à la différence

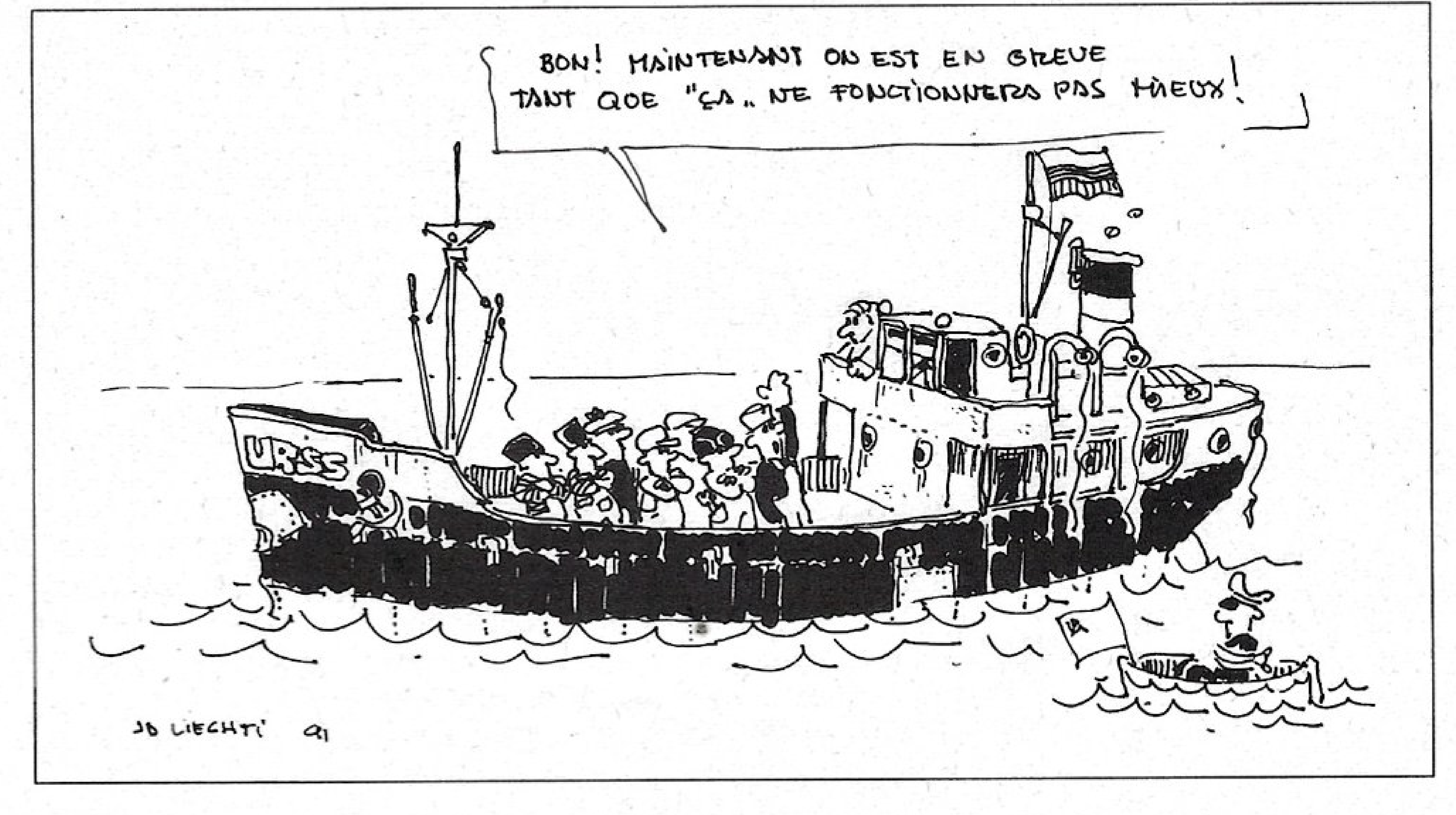
Du 26 au 29 juillet un «forum européen des communautés chrétiennes de base» (CDB) s'est déroulé à Paris, regroupant près de 600 participants venus de 14 pays différents. Pour moi, cela a été une expérience forte. D'où mon envie de vous la partager dans ce billet.

Pas grand chose de commun souvent entre les CDB directement ou indirectement représentées à Paris: ni leur taille, pas plus la fréquence ou la forme de leur rassemblement. Tout au plus – mais ce n'est pas rien – le souhait de leurs membres de faire de leur foi la racine d'une pratique; le désir aussi d'être d'Eglise même si cette appartenance n'est pas dépourvue de critique.

Ce congrès – le second véritablement européen après celui de Bilbao en 1988 – avait choisi pour thème «La justice sociale dans l'Europe de 1992, un défi pour les CDB». En d'autres termes: l'Europe qui se construit sera-t-elle celle des marchands et... des exclus; et si c'est le cas, qu'en pensent les chrétiens?

Du temps pour travailler en carrefour, du temps aussi pour des rencontres et pour la fête. Avec ce rythme particulier qu'impose l'obstacle des langues. Cette Europe qui ne parle qu'unification, je vous avoue que je ne l'avais jamais rencontrée aussi diverse. Un seul exemple: quand les Basques se présentent, c'est dans leur langue et ils parlent de l'oppression subie de la part des Espagnols... Ces derniers, fortement représentés au Congrès n'apprécieront pas nécessairement l'étiquette.

Quel rapport avec l'Eglise institution? Une attitude critique certes, notamment de la part de ceux qui appartiennent à des pays où l'Eglise est encore lourdement liée au pouvoir et où le cléricalisme est encore un réflexe viscéral. (Touchant, le témoignage de cette Polonaise qui donne de l'Eglise de son pays une note sensiblement discordante dans le concert de louange qu'on nous faisait entendre récemment encore.) Pourtant, n'allez pas croire que les congressistes ont passé leur temps à «manger de la hiérarchie». Pour beaucoup une certaine critique n'est plus de mise. Face à la société moderne, avant d'être coupable, l'Eglise est d'abord impuissante. La responsabilité de chercher des signes qui rendent crédibles l'Evangile aujourd'hui, elle revient à chacun.



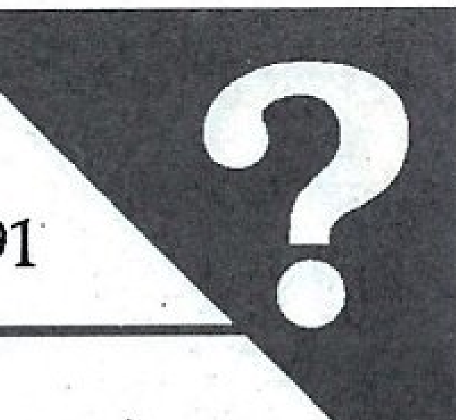
Pour ma part, ces quatre jours, je les ai vécus comme une expérience tonique: en Europe un réseau est en train de se créer par-dessus les frontières reliant des hommes et des femmes qui entendent donner à leur vie de foi, une tonalité qui me convient. Un Brésilien à qui j'ai demandé comment, en grand frère, il regardait les balbutiements des CDB d'Europe, a eu des propos très encourageants.

Loin de moi l'idée de faire de la «pub» dans ce billet. Pourtant, pourquoi vous le cacher, il m'est souvent arrivé de penser aux gars et aux filles rencontrés dans les stages FSF et qui étaient en recherche d'un lieu d'Eglise qui leur convienne mieux que leur paroisse. Je leur laisse ces quelques lignes du Père Moingt, un théologien sérieux, parues dans la revue «Nouvelles de communautés». Après avoir constaté que, à la suite du Concile, on peut voir apparaître une certaine diversité des Eglises «locales» dans le sens d'une inculturation, il remarque qu'il n'en est pas question à l'intérieur d'une même Eglise. Et il continue «si vous vous sentez quelque affinité avec une «modernité» laïque et sécularisée, ou quelques allergies à l'égard d'une idéologie réactionnaire, inutile de demander à l'Eglise qu'elle veuille bien s'«inculturer» en votre faveur.

Vous n'êtes pourtant pas le seul à souhaiter que l'on fasse droit à votre «différence». Il y en a qui veulent du latin et des processions et des jeûnes et des chasubles dorées: on leur en donne. A vous donc de plaider votre cause.»

Dans le respect des autres, il importe «d'oser la différence». Au nom même du sérieux que l'on accorde à notre vie de foi.

André Fol



Sri Lanka

Groupes ethniques et leurs diverses origines

Veddas

De race australoïde, ils sont les premiers habitants de l'île. Considérés comme des êtres primitifs dès les premières migrations de Cinghalais et de Tamouls, ils ont été refoulés dans les provinces les plus pauvres d'Uva et du Centre-Nord. Une infime minorité s'est cependant assimilée aux cultures tamoules et surtout cinghalaises. Environ deux mille Veddas pratiquent aujourd'hui encore une agriculture rudimentaire dans les régions montagneuses et retirées.

Cinghalais

Leurs ancêtres, d'origine indo-aryenne, seraient vraisemblablement venus du Nord de l'Inde (Bengale et Goujarat) aux VIe et Ve siècles avant J.-C. Ils habitent la zone humide et riche de l'île (Centre et Sud-ouest) et constituent la majorité de la population dans sept des neuf provinces du pays. Les Cinghalais côtiers, influencés très tôt par les colons européens, se distinguent des Cinghalais de l'intérieur qui ont su conserver longtemps leurs traditions au sein du royaume de Kandy. Depuis 1815, date de l'annexion de ce royaume par les Britanniques, les Cinghalais côtiers et kandiens partagent le même destin. Ils parlent la même langue, le cinghalais, et pratiquent le bouddhisme depuis le IIIe siècle avant J.-C.

Tamouls

D'origine dravidienne, ils sont venus du Tamil Nadu, au Sud de l'Inde, à partir du IIIe siècle avant J.-C. et peuplent la zone sèche, c'est-à-dire le Nord et l'Est. Communément appelés Tamouls sri lankais, ils se distinguent des Tamouls indiens, arrivés beaucoup plus tard, aux XIXe et XXe siècles, à l'époque britannique. Ils travaillent dans les plantations de thé de Nurwara Eliya, au Centre, où ils forment la majorité de la population. Unis par la même langue, le tamoul, et la même religion, l'hindouisme, les deux groupes se distinguent par leur degré d'assimiliation. Les premiers se sentent «fils de la terre» beaucoup plus que les seconds, bien que ceux-ci soient présents depuis plusieurs générations.

Maures

Nom donné par les Portugais. De confession musulmane, ils se subdivisent aussi en deux groupes. Les Maures sri lankais sont arrivés entre les VIIe et XVe siècles. Plus ou moins métissés d'Arabes et de Tamouls puis de Cinghalais ils vivent essentiellement sur les côtes Ouest et Est. Proches des Tamouls par leur culture, ils parlent généralement leur langue mais se disent volontiers musulmans et non pas Tamouls. Les Maures indiens eux sont originaires du Goujarat et de ses confins qu'ils ont quittés aux XIXe et XXe siècles. Ils parlent le goujarati et l'ourdou. Leur habitat est dispersé.

Malais

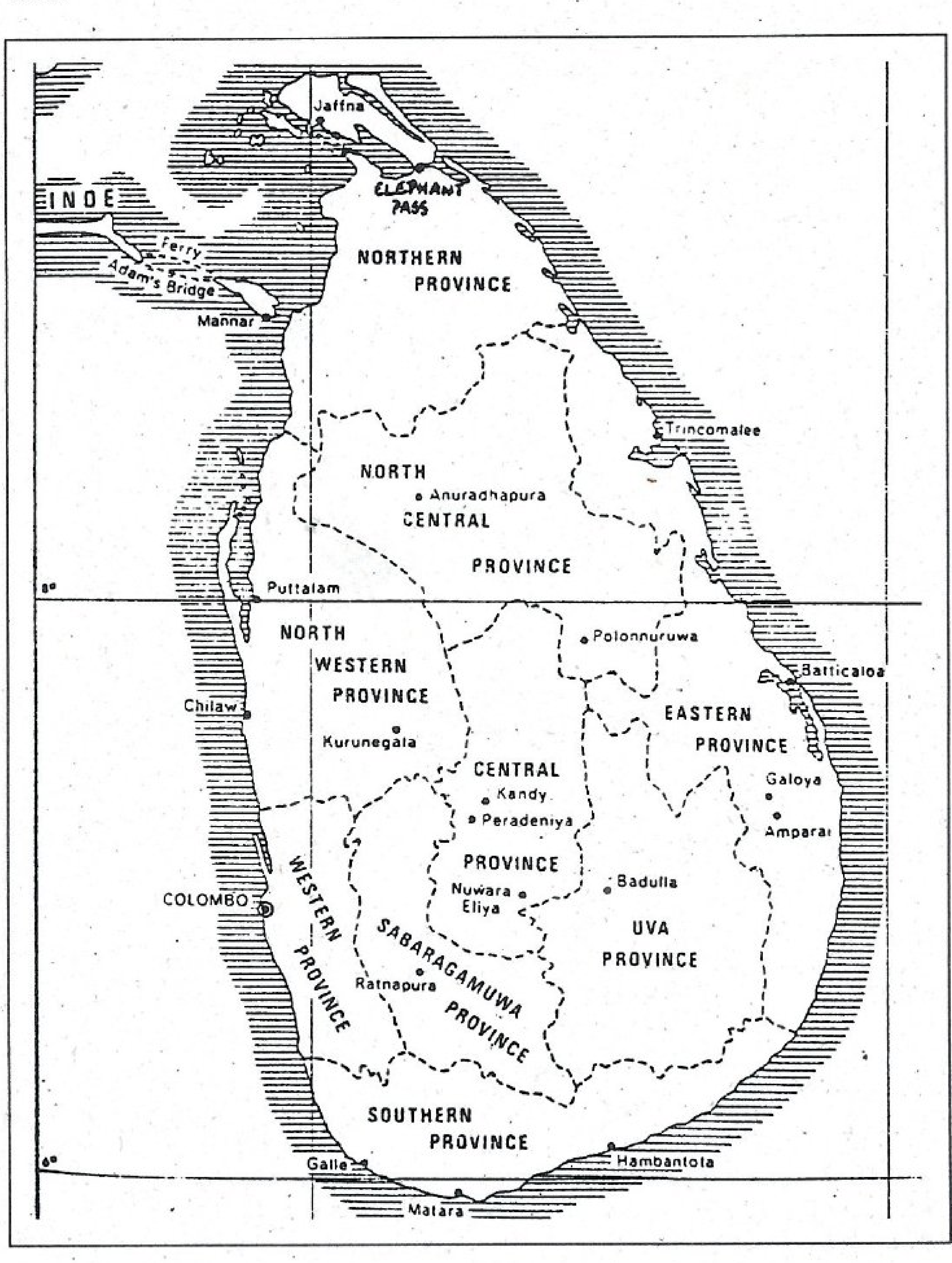
Egalement musulmans, ils forment un groupe plus homogène. Descendants de soldats indonésiens, ils sont venus aux XVIIe et XVIIIe siècles avec les colons hollandais.

Burghers

Métis de femmes indigènes et de colons hollandais restés après la conquête britannique. Ils sont généralement de confession chrétienne et parlent anglais. Très occidentalisés, ils vivent dans les grandes villes, surtout à Colombo.

Européens

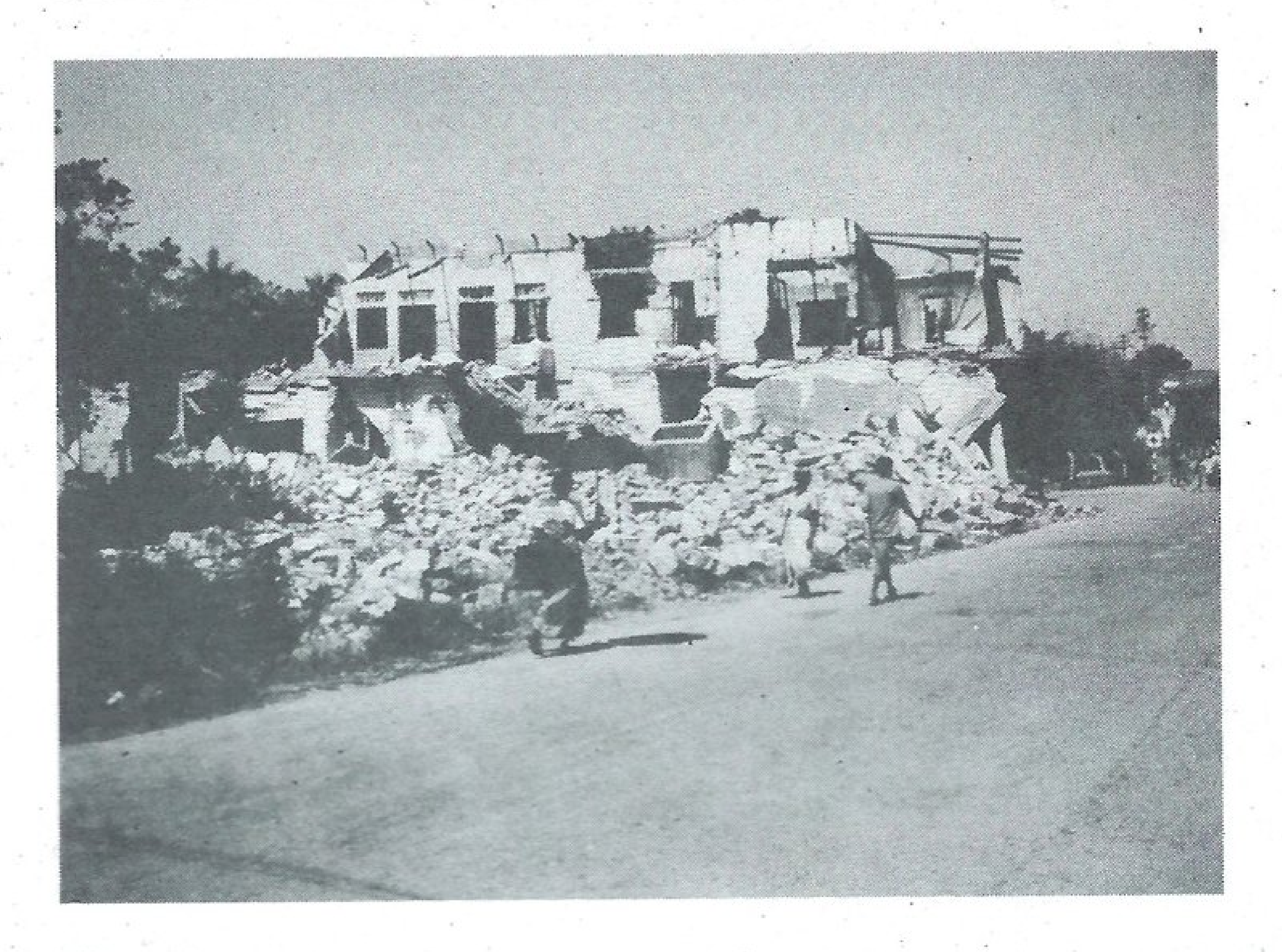
En majorité Britanniques, ils ne constituent plus qu'une infime minorité de la population. Ils travaillent dans la banque et les affaires à Colombo ou encore de façon très marginale dans les plantations de thé.



Dès les premières migrations, Cinghalais et Tamouls vivent en harmonie dans la zone sèche où ils pratiquent une culture irriguée semblable à celle de leurs régions d'origine. Des bassins naturels et artificiels sont reliés par un réseau de canaux de mille kilomètres. Ce système d'irrigation est l'un des plus perfectionnés du monde antique.

Le peuplement de la zone humide est amorcé vers l'an 1000. Deux raisons l'expliquent. D'abord, le bon fonctionnement de l'économie hydraulique nécessite une organisation bureaucratique pesante et le financement de nouveaux investissements entraîne le dégagement d'importants surplus agricoles. Pressurée, la paysannerie réagit par la fuite. Puis l'apparition de la malaria, inconnue jusqu'alors et dont l'implantation est favorisée par la négligence d'entretien des grands bassins, multipliant les eaux stagnantes. A la même période et surtout à partir du XIVe siècle, des Tamouls de la côte Est du Tamil Nadu, chassés par des raids musulmans, viennent nombreux s'établir dans le Nord et l'Est. Le processus de peuplement homogène qui en résulte, conjugué au recul des centres d'habitation cinghalais, contribue à l'apparition d'un «no man's land» entre les deux communautés, accentuant les différences culturelles et ethniques.

Les grands bouleversements, sur le plan ethnique et économique, seront causés par les colons européens qui se succéderont pendant plus de quatre siècles. L'influence des Portugais (1505-1638) se limite aux côtes. Ils exploitent la culture de la cannelle et multiplient les conversions, surtout parmi les castes de pêcheurs. Aux yeux des Hollandais (1638-1796), Ceylan est avant tout une colonie d'exploitation. Ils développent les installations portuaires de Colombo, Trincomalee, Batticaloa et Galle, creusent des canaux pour faciliter les échanges intérieurs, codifient les droits tamouls et musulmans.



Quant à l'impact des Britanniques (1796-1948), il est considérable. Le pays est affecté dans sa totalité par leur domination. Le développement des réseaux routiers et ferroviaires abolit les obstacles naturels constitués par le relief ou les étendues de jungle. La monétarisation de l'économie se généralise. Soucieuse d'efficacité, l'administration prend de l'ampleur. Le système d'instruction occidentalise les élites et les coupe des masses.

L'équipement médical accélère la croissance démographique.

Dès 1830, la culture de la cannelle, dont le marché cesse d'offrir des perspectives intéressantes, est abandonnée et prive de revenu de nombreux paysans cinghalais. L'exploitation du café lui succède dans le haut pays jusqu'en 1880 où une maladie anéantit les cultures tandis que la production brésilienne s'empare du marché. Les planteurs britanniques se reconvertissent dans la culture du thé. C'est à ce moment qu'intervient un élément majeur dans la transformation de la carte ethnique: l'arrivée massive de travailleurs immigrés tamouls du Tamil Nadu. Pourquoi des immigrés alors que la population cinghalaise environnante vit dans une situation de sous-emploi? D'une part le paysan cinghalais, à l'esprit indépendant, répugne à se soumettre au système contraignant du salariat.

Or, l'exploitation capitaliste ne peut s'accommoder d'une main-d'œuvre occasionnelle puisque les plantations offrent des emplois permanents.

D'autre part les planteurs cherchent à maintenir les salaires au plus bas et la crise agricole qui sévit au Tamil Nadu dégage des excédents de travailleurs, souvent de basses castes, prêts à accepter les pires conditions d'existence.

Parallèlement, une cohorte de commerçants originaires de Madras surtout, mais également de Bombay et Calcutta, s'installent à Ceylan. Ils monopolisent rapidement le commerce de gros dans l'import-export de produits alimentaires. Banquiers et financiers indiens fournissent les capitaux nécessaires au développement de Colombo, des plantations de cocotiers et d'hévéas dans le sud. D'autres marchands, Tamouls ou non, se répandent dans les villages, contrôlent le commerce de détail et se font usuriers. Ils prennent une part active dans le commerce des textiles et de l'industrie du sel.

Les Tamouls ceylanais savent également mieux tirer profit de la colonisation que leurs compatriotes cinghalais. L'élite issue des écoles missionnaires de

Jaffna, incitée au départ par la faiblesse des ressources d'un sol ingrat, se rend dans les grands centres urbains où elle trouve sans difficulté des emplois lucratifs dans la fonction publique ou le privé. A l'indépendance, le 4 février 1948, deux cent cinquante mille grands ou petits capitalistes indiens exploitent sans vergogne leur clientèle, s'attirant ainsi l'antipathie des Cinghalais; 20% des Tamouls ceylanais résident en dehors de leurs provinces d'origine, les fonctionnaires Tamouls et Cinghalais sont en nombre égal et dans l'administration judiciaire on trouve deux Tamouls pour trois Cinghalais.

Afin de rétablir l'équilibre face à cette prépondérance de la minorité tamoule, le gouvernement va prendre des mesures qui mèneront rapidement à un déséquilibre inverse, faisant naître un sentiment de discrimination parmi les Tamouls. Ils dénoncent la difficulté, voire l'impossibilité pour les Tamouls indiens d'obtenir la citoyenneté; le refus d'accorder au tamoul le statut de langue officielle; les critères raciaux pour l'admission aux universités, à la fonction publique et au secteur privé; le déplacement de populations cinghalaises à l'est, particulièrement à Batticaloa. Le vieillissement, puis la disparition des leaders politiques tamouls, l'inefficacité des luttes parlementaires, l'échec des campagnes non- violentes désorientent les jeunes générations qui se réfugient dans le terrorisme. Entre 1970 et 1980, 23 groupes armés se forment. Leur point commun est la création d'un état tamoul indépendant. Les plus importants sont:

Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE)
People's Liberation Organization of Tamil Eelam (PLOTE)
Tamil Eelam Liberation Organization (TELO)
Eelam People's Revolutionary Liberation Front (EPRLF)
Eelam Revolutionary Organization of the Students (EROS)

Le déséquilibre profond de la société entraîne des conflits ethniques en 1956, 1958, 1961, 1977, 1981. Ces troubles n'éclatent pas spontanément. Ils sont imputables à une frange de la classe dirigeante, responsable de l'instigation et de l'organisation des campagnes de violence. En juillet 1983, plus de mille cinq cent Tamouls sont massacrés à Colombo et dans le reste du pays en représailles de la mort de 13 soldats cinghalais tués à Jaffna par le LTTE. Depuis, les différents groupes indépendantistes s'attaquent régulièrement aux postes de police et camps militaires situés sur leur territoire. A Colombo, des attentats à la bombe sont à déplorer ainsi que de nombreux massacres de villageois cinghalais.

A plusieurs reprises, des négociations ont été menées entre le gouvernement et la guerilla, mais sans jamais apporter de solution durable. En 1987, un accord signé entre l'Inde et le Sri Lanka prévoit le déploiement de soldats indiens (Indian Peace Keeping Forces – IPKF). L'IPKF est chargé d'assurer la sécurité et de désarmer les divers groupes d'activistes tamouls en prévision de l'élection d'un conseil provincial dans la province du Nord- Est nouvellement unifiée. L'accord prévoit l'établissement d'un système de conseils provinciaux sur l'ensemble du territoire qui devrait permettre une meilleure décentralisation politique. L'EPRLF et ses alliés participent aux élections de 1988 pour désigner les membres du conseil provincial. Le LTTE, opposé à l'accord, poursuit la lutte armée, réaffirmant sa revendication d'un état séparé et combattant désormais les troupes indiennes et les organisations tamoules rivales. L'IPKF, surnommé Innocent People Killing Forces, se retire en mars 1990. Le LTTE, responsable également de nombreuses exécutions de Cinghalais ou d'opposants Tamouls, renforce ses positions et devient le seul groupe indépendantiste armé. Certains militants des autres mouvements, en désaccord avec sa politique extrémiste, se sont rangés du côté de l'armée pour le combattre. Des négociations entamées en avril 1989 entre le gouvernement et le LTTE servent plus aux deux parties à se réarmer qu'à déboucher sur un véritable accord.



En juin 1990, le LTTE fait prisonniers des centaines de policiers aux environs de Batticaloa et certains d'entre eux sont abattus. Récemment dotée d'avions chinois, l'armée bombarde les villes de l'Est et du Nord.

Ces opérations militaires entraînent un exode de civils sans précédent. Sur trois millions de Tamouls, un million deux cent mille cherchent refuge dans les campagnes ou dans la péninsule de Jaffna. On estime à deux cent cinquante mille ceux qui ont fui au Tamil

Nadu et quarante mille environ se sont réfugiés en occident.

En octobre, l'armée occupe Batticaloa et Trincomalee sans tenir les jungles avoisinantes ni la péninsule de Jaffna, entièrement sous contrôle du LTTE.

Mais pour combien de temps encore, car le mouvement s'affaiblit? Sommé de quitter le Tamil Nadu où plusieurs camps d'entraînement s'y trouvaient, il se retrouve isolé dans un espace restreint. Les eaux territoriales, de mieux en mieux surveillées par l'armée, ne permettent plus de livraisons d'armes aussi facilement qu'auparavant. Pour continuer la lutte, le LTTE rançonne systématiquement la population, enrôle des jeunes de force, confisque propriétés, biens et nourriture. Terrorisés et sans défense, les civils ne peuvent que subir et le mouvement perd de plus en plus de sa popularité. Tenu pour responsable de l'assassinat de Rajiv Gandhi et de récents attentats à la bombe à Colombo, il perd également de sa crédibilité à l'extérieur du pays.

A l'heure actuelle, le LTTE tente de déloger l'armée du camp d'Elephant Pass, point stratégique donnant un accès direct à la péninsule de Jaffna.

Après trois semaines de combats intensifs en juillet dernier, il n'a pas remporté de victoire décisive, bien que le camp soit à présent complètement encerclé. Il faut donc s'attendre à de nouveaux affrontements d'ici peu. Si le LTTE fait la différence, il se trouverait en position de force lors de négociations à venir. Dans le cas contraire, il est à craindre que l'armée ne se livre à une «chasse aux jeunes» sans merci semblable à celle menée contre le JVP (Jānatha Vimuckti Peramuna – Front de Libération du Peuple).

Le JVP, groupe extrémiste cinghalais, puissant et violent, créé dans les années soixante-dix, avait pour but de renverser le gouvernement. Une répression aveugle des forces de sécurité et dont on n'a pratiquement pas parlé en occident, a fait soixante mille victimes entre 1987 et 1989.

Malgré les événements dramatiques qui secouent le pays depuis huit ans, tout espoir de régler cette crise profonde n'est pas perdu. En effet, les deux communautés ne sont pas fondamentalement montées l'une contre l'autre et la volonté de cohabitation reposant sur une confiance réciproque retrouvée ne demande qu'à s'épanouir. Pour cela, le gouvernement doit revenir sur ses mesures discriminatoires qui ne peuvent qu'entretenir le sentiment d'exclusion parmi les Tamouls. Il faut également que les extrémistes de la minorité renoncent à leur désir de sécession car un état indépendant, affaibli par des années de lutte et dont l'économie laisserait présager les pires difficultés, serait pratiquement invivable.

Une autonomie au sein d'un système fédéral, tel qu'il était déjà prôné par les leaders politiques modérés à l'aube de l'indépendance, garantissant le respect des minorités, semble offrir les meilleures chances de stabilité pour tous les Sri lankais.

Renato Hausler

Photos : Jaffna après les bombardements de juin 1990.





Retour

Marguerite Regez, infirmière et assistante sociale, est de retour du Liban.
D'avril 1988 à avril 1991, Marguerite s'est occupée de la promotion sociale et sanitaire au dispensaire et auprès de la population, chez les Sœurs Antonines, de Debl/Liban-sud.
Nous lui adressons une bonne réinsertion en Suisse (Valais).
Adresse actuelle: c/o Madame Charles Regez, 1844 Villeneuve, Tél. (021) 960 11 59

Naissances

Anne, le 13 juin 1991, au foyer de **Cécile** et **Jacques Veuthey-Deslarzes**, 1934 Bruson.

Florian, le 22 juin 1991, au foyer de **Cécile** et **Alain Monnay-Graf**, rte des Cases 28, 1890 St-Maurice.

Richard, le 22 juin 1991, au foyer de **Patricia** et **Didier Maillet-Boutier**, 13, rue du Pont Fouchard, 49400 Bagneux, France.

Camille, le 30 juillet 1991, au foyer de **Monique** et **Jean-Marie Aebischer- Rossier**, 1730 Ecuvillens.

Léo, le 20 août 1991, au foyer de **Francine** et **Thierry Blanc-Diserens**, Le Chêne, 1112 Echichens.

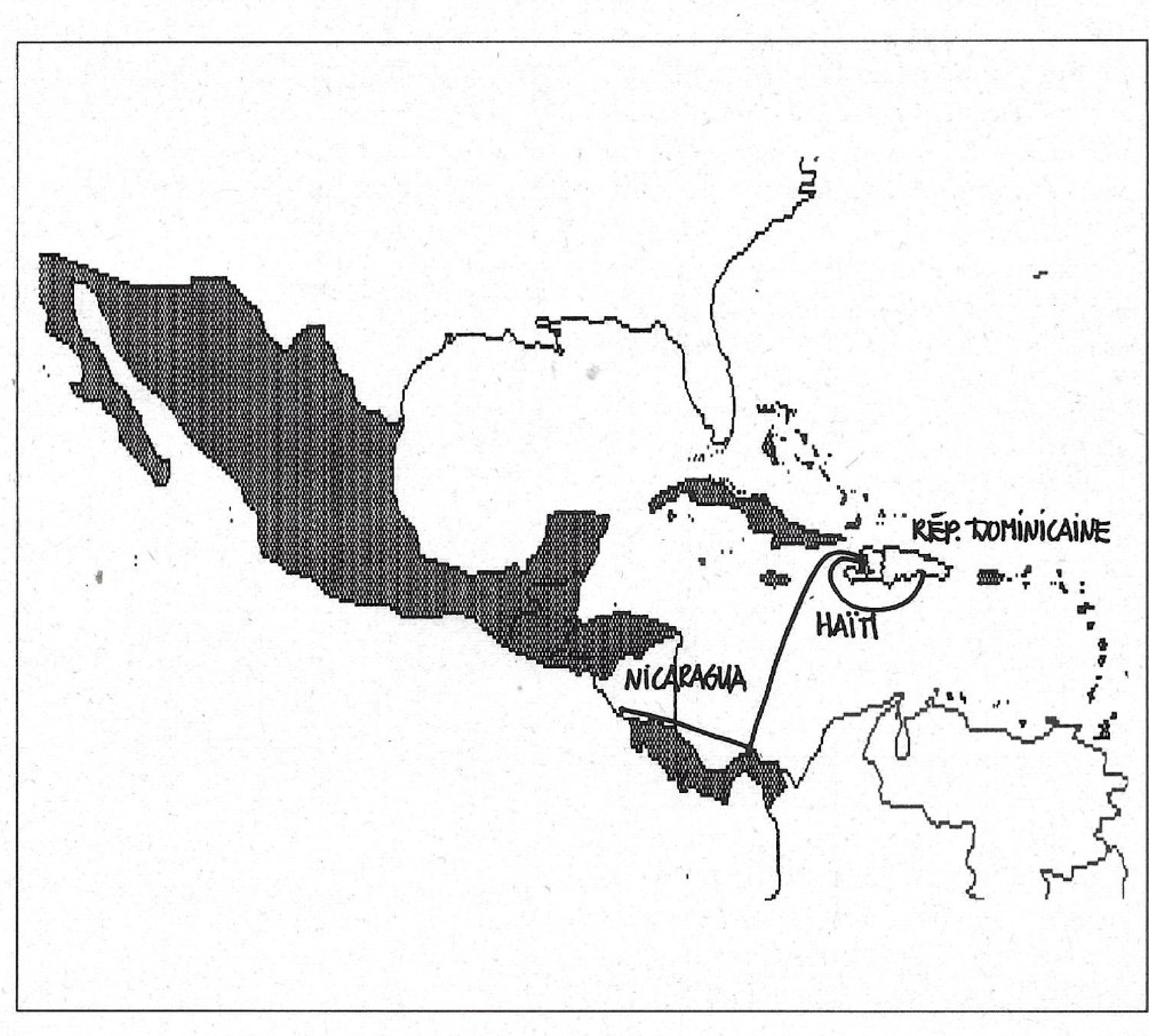
Séverine, le 25 août 1991, au foyer de **Danièle** et **Marc Bonvin-Carthoblaz**, 1996 Basse-Nendaz.

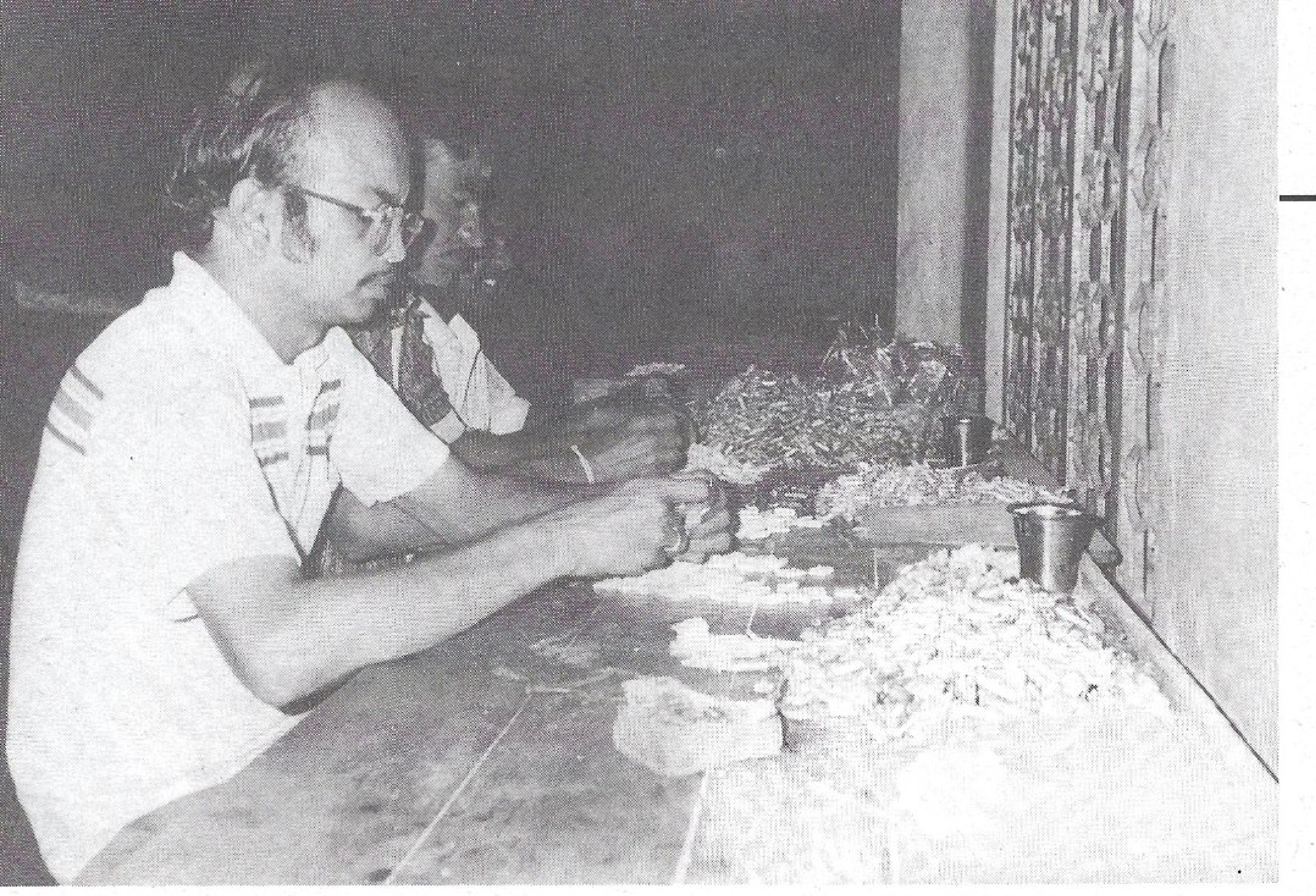
Décès

Madame **Emma Zufferey**, le 18 juin 1991, mère de **Claudine Zufferey**, ancienne volontaire à Moundou au Tchad.

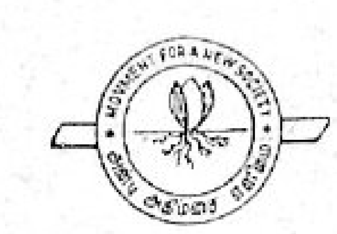
Rencontres et projets FSF en Amérique centrale et aux Caraïbes

Du 22 juillet au 27 août 1991, le comité et le secrétariat général, par Agnès, ont pu effectuer une tournée du «terrain» avec 16 volontaires et 14 projets visités en cinq semaines dans trois pays, la République Dominicaine, Haïti et le Nicaragua. Au-delà de l'amitié vécue avec nos partenaires et volontaires, au-delà de tant de points de vue et expériences échangés, c'est toute l'interpellation de notre base, pour que notre mouvement reste «mouvement», en appui à l'autopromotion des sans-voix.









Le GVOM est en contact avec Renato Häusler en vue d'une collaboration. Son engagement nous a paru important et nous avons jugé non moins important de vous donner une information par cette introduction et par le dossier d'Interrogation
D'autre part GVOM est en relation d'amitié et d'idée avec le M.I.R. (Mouvement International de la Réconciliation)

Entre 1988 et 1989, alors que j'étais veilleur dans un centre d'hébergement pour requérants d'asile, j'ai fait la connaissance de nombreux réfugiés Tamouls. Des liens d'amitié se sont rapidement tissés avec plusieurs d'entre eux. Début 1990, je rencontre Marianne et Raymond Juillerat, de Marly, membres du Mouvement International de la Réconciliation (MIR) et responsables depuis 1984 du jumelage avec le Non Violent Direct Action Group (NVDAG) au Sri Lanka.

Le NVDAG a été fondé en 1979 par un groupe de participants à un séminaire sur la non-violence. Depuis, le NVDAG s'est continuellement engagé dans les zones rurales pour éliminer les coutumes sociales liées au système de castes. Des temples ont été rendus accessibles aux intouchables, des puits collectifs mis à la disposition de tous sans distinction de caste, des écoles enfantines ouvertes dans des zones retirées. Différents séminaires sur la non-violence, la paix, l'éducation et le développement ont formé des jeunes hommes et femmes avec l'aide de spécialistes de divers pays. Les efforts de Marianne et Raymond ont contribué, pendant ces six années, à l'impression du mensuel «Aravali» («Non-Violence»), permis la réinsertion sociale de veuves, la formation de jardinières d'enfants et la réalisation de bibliothèques de village.

En mars-avril 1990, un séjour dans l'île me permet de rendre visite aux membres du NVDAG et de découvrir leurs nombreux programmes d'éducation et de développement. Les événements de juin (voir dossier) contraignent le NVDAG à suspendre momentanément ses activités afin de se consacrer en priorité à un projet de réhabilitation de réfugiés. Nous décidons de le soutenir et notre appel nous permettra de venir en aide à cinquante familles. En octobre, je repars au Sri Lanka pour quatre mois. Le programme est mis sur pied, les liens se resserent et de nouveaux projets sont étudiés.

Le montant nécessaire à la création d'un atelier pour sourds a pu être atteint grâce à un don de Fr. 1000.- des GVOM. Un atelier semblable fonctionne avec succès depuis quelques années déjà (photos). Une trentaine de personnes, la plupart sans famille ou abandonnées en raison de leur handicap, bénéficieront d'une activité lucrative et d'un encadrement social et moral indispensables. Des caramels y seront confectionnés et revendus dans les boutiques de la région. Comme je repars pour sept mois dès septembre, je pense pouvoir vous donner des nouvelles de l'avancement des travaux dans un prochain numéro.

Si vous voulez recevoir de plus amples informations sur le jumelage, vous pouvez contacter:

Marianne et Raymond Juillerat
21, rte des Charbonnières
1723 Marly
Tél. (037) 46 51 08

Renato Häusler
5, ch. du Noirmont
1004 Lausanne
(021) 24 67 86 (dès avril 1992)

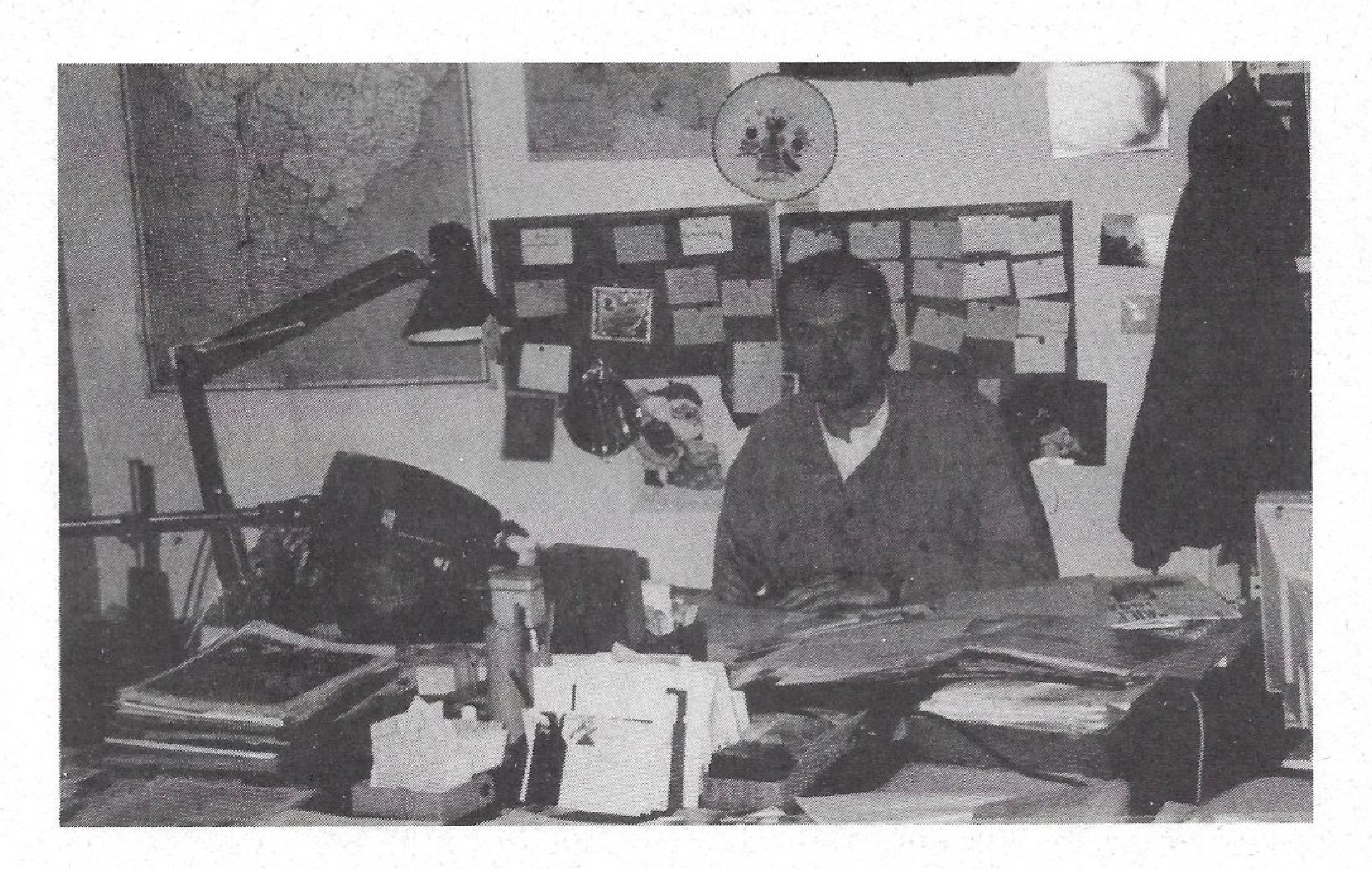
Et au cas où vous auriez l'intention de soulager votre porte-monnaie de quelques piécettes...:

La Réconciliation
Jumelage Sri Lanka
Fribourg
CCP 17-11203-3





Merci Helmut!



Notre responsable de l'Amérique latine à notre Secrétariat international de Neuwied (Allemagne) nous quitte pour un congé-paternité.

Calme, affable, disponible malgré une grosse charge de travail, prêt à répondre en français entre une conversation en espagnol et un téléphone en allemand, voilà comment nous t'avons connu. Nous garderons de toi une image d'efficacité et de modestie. Merci Helmut et nous l'espérons, au revoir!

Séminaire d'information Eiréné – Le Forum des trois pays (Bâle)

Pour qui?:
Des gens de diverses nationalités (Suisses, Allemands, Français) qui cherchent un engagement pour la paix et la justice et souhaitent le contact et l'échange avec d'autres. Des gens qui s'intéressent à un service volontaire à l'étranger. Des gens qui désirent mieux connaître Eiréné.

Pourquoi?:
Se renseigner sur des projets sociaux et de développement en Europe, Asie, Amérique et Afrique. Pour partager sur nos motivations et possibilités d'engagement dans notre société. Pour discuter de nos convictions, comme la non-violence, la solidarité, etc. Pour méditer, jouer, faire de la musique.

Quand?:
Du 25 au 27 octobre 1991 à Bâle.

Pour en savoir plus, contactez

Anita Rœsch,
Landhaus,
CH-8913 Ottenbach,
Tél. (01) 761 25 38.

Demandez notre liste détaillée de postes à pourvoir

Maroc
Coordinateur (agronome) pour l'Association pour la lutte contre l'érosion, la sécheresse et la désertification au Maroc (ALCESDAM).

Kinésithérapeute pour enfants handicapés.

Niger
Coordinateur(trice) pour le bureau d'Eiréné à Agadès.
Assistant(e) du (de la) coordinateur(trice).

Nicaragua
Formateur(trice) en «communication populaire».

Guatemala
Coordinateur(trice) syndical(e) international(e)

Tchad
Pédagogue/Assistant(e) social(e) pour travailler avec des handicapés.

(Adresse d'Eiréné au dos du journal)

Pour un développement durable

Stratégies pour un développement responsable, de l'homme, de l'environnement et des générations futures

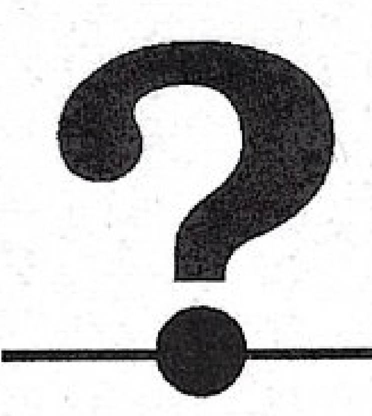
FORUM ROMAND **samedi 23 novembre 1991**

Lausanne, Hôtel Continental, 2, place de la Gare (face sortie nord gare) de 10h à 16h, avec notamment:

Alain Clerc

ex vice-directeur de l'Office fédéral de l'environnement
«père» de la Convention de Bâle sur la gestion des déchets dangereux

Patrice Robineau de la Cnuced



Suzanne et Jacques de Preux sont volontaires FSF à Cochabamba en Bolivie. Dans le quartier populaire Santa Vera Cruz, ils accompagnent l'animation pastorale auprès des femmes et des jeunes.

Cochabamba, le 7 août 1991

Un bref séjou à Cuba

Voilà déjà plusieurs années que l'on caressait le rêve de faire un «petit saut» jusqu'à l'Ile. Et finalement l'occasion s'est présentée, et même si l'expérience a été un peu courte, elle en a vraiment valu la peine.

Le but de ces quelques lignes n'est pas de venir défendre un des derniers pays de la planète où le régime socialiste ose encore s'afficher comme viable et possible. C'est peut-être avant tout d'essayer de faire croire qu'un peuple comme Cuba devrait encore avoir le droit de survivre et de continuer à choisir le type d'organisation sociale qu'il juge le plus adéquat, ceci malgré le triomphalisme du système capitaliste aux quatre coins de la planète.

Durant notre séjour, nous avons découvert un pays asphyxié par le blocus économique généralisé que les Etats-Unis ont si habilement mis en place, même par autres pays interposés, que les règles du jeu sont actuellement trop inégales pour se permettre de juger de l'échec ou de la réussite du régime cubain. Bien sûr, les erreurs et les contradictions que véhicule la révolution essoufflée après plus de trente ans d'usure sont un poids qu'une partie croisssante de la population semble ne plus accepter de supporter. Et pourtant combien de réussites et d'obstacles vaincus qui font rêver encore de nombreux secteurs des couches les plus défavorisées du continent latino-américain. Car je crois que c'est bien de ce côté-ci qu'il faut regarder et comparer et non du côté des pays les plus favorisés de la planète.

A l'heure où les Cubains sont en train de se serrer encore un peu plus la ceinture pour assurer la réussite des «Juegos Panamericanos», on peut se demander si les quelques 100 millions de dollars qu'ils auront finalement coûté (sans compter les dizaines de milliers d'heures de travail volontaire d'un pourcentage non négligeable de la population) se justifient vraiment à l'heure où personne ne sait si économiquement l'Ile va tenir le coup jusqu'à l'an prochain.

La foi (puisqu'il est permis d'utiliser ici ce terme) et le courage dont une majorité du peuple cubain continue à faire preuve en se basant sur les acquis réels de la révolution, me permettent de croire qu'il est nécessaire d'aller plus loin que les simples données économiques; au-delà même de la question justifiée de savoir si le peuple est réellement libre dans ses choix. L'urgence du maintien du droit à l'auto-détermination des petits et des faibles qui pensent et vivent différemment des grands ne justifie-t-elle pas le droit du peuple cubain à vivre en état de guerre non- déclarée et à se défendre face à l'agresseur?

J'ose espérer que la solidarité latino-américaine manifestée du bout des lèvres par certains pays amis à la rencontre de Guadalajara sauvera le peuple cubain d'un naufrage néfaste à tous.
Ne soyons donc pas si unilatéraux et si intransigeants!

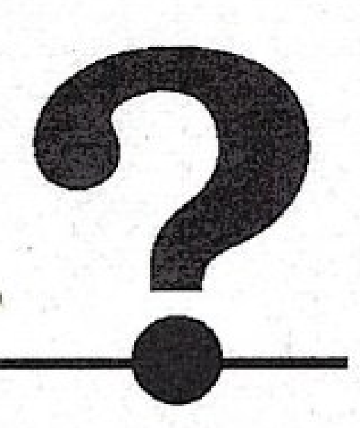
Amicalement

Jacques de Preux

Je voulais juste partager avec vous une réflexion de mon voyage à Cuba relative aux problèmes de l'enfant. A peine de retour, j'ai assisté ici à Cochabamba au premier séminaire des organismes et des personnes qui travaillent en Bolivie avec les enfants de la rue et dans la rue. Il y avait des représentants de tous les départements du pays et deux invitées du Brésil. Le problème des enfants de la rue est terrible au Brésil, mais en Bolivie il commence malheureusement à en être de même. Les Brésiliennes disaient que le problème dans leur pays est tel que le travail de ce fait est en grande partie curatif, tandis qu'en Bolivie on a encore le temps d'organiser plus un travail de prévention. Dans ce sens-là, ça a renforcé nos options de travail plutôt préventif qu'on réalise avec Jacques dans les secteurs de la paroisse à savoir notre projet «Niños de Santa Vera Cruz». Ça fait bientôt une année qu'on a organisé dans six quartiers des groupes d'enfants entre 6 et 13 ans, pour faire un travail une fois par semaine dirigé par des jeunes. Ces derniers reçoivent une formation continue pour assurer une série d'activités avec eux. On se conscientise mutuellement durant le déroulement des thèmes qu'on aborde avec les enfants (ce mois-ci p. ex. on travaille sur les droits de l'enfant).

On a aussi un temps pour des jeux didactiques ou en plein air. Peu à peu, on arrive à avoir des groupes «fidèles» d'une trentaine d'enfants qui commencent à avoir confiance en nous et qu'on peut aider quand ils en ont besoin. Ces enfants souffrent beaucoup et ce sont eux qui risquent de finir dans les rues. Dans ce sens-là, il s'agit bien d'un travail plutôt préventif. Ils ont un espace pour réfléchir, pour jouer, pour partager leur vécu...

A Cuba, j'ai eu le plaisir de découvrir un pays d'Amérique latine qui n'a pas ce problème d'enfants abandonnés dans les rues... Moi qui travaille justement dans un endroit où plusieurs enfants ne



vont pas à l'école et ne peuvent pas se faire soigner lorsqu'ils sont malades, ceci par manque d'argent, et où tant de bébés meurent avant leur première année, j'ai vraiment apprécié le bon côté de la révolution cubaine.

Malgré tous les problèmes que vit Cuba aujourd'hui et malgré toutes les erreurs commises, je respecte et j'admire ce pays où je n'ai trouvé aucun gamin mendiant dans les rues comme il y en a tant dans nos pays latino-américains.

Ce problème du respect des droits de l'enfant nous concerne tous, il faut être conscient de la responsabilité sociale que nous avons.

Alors, à bientôt

Suzy de Preux.

Tarija, Bolivie, juillet 91

Chers amis du groupe Fribourg,

Une soirée à Leon Cancha; une ambiance unique avec une tranquillité extraordinaire. Leon Cancha est une communauté à deux heures de voiture de Tarija et on y arrive par de très mauvais chemins.

Je suis ici avec Edith, une amie Suisse qui travaille avec moi.
Tout à l'heure j'étais dehors pour me laisser imprégner de la nature. Tout autour il y a des montagnes et lors du coucher du soleil un côté s'est teint tout en rose, puis en jaune, tandis que l'autre côté était bleu foncé avec les premières étoiles apaisantes. Devant moi la petite chapelle construite avec des «adobes» (briques en terre et paille) qui a 140 ans d'existence, qui a poursuivi l'histoire de cette communauté, le bonheur et la tristesse de toutes les personnes qui sont nées et mortes ici. La croix de la chapelle s'élève dans le ciel et domine le spectacle.
Il n'y a pas de bruits étrangers à la nature, par contre on entend le cri d'un âne; un homme qui siffle en revenant de ses champs; les enfants qui crient en chassant les animaux qui ont brouté toute la journée les maigres herbes des montagnes dans leurs coraux; un gros insecte noir qui bourdonne autour de ma tête.

Et à cet endroit de travail je trouve le temps de vous écrire quelques lignes de ma vie actuelle. Voilà que cela fait bel et bien une année et demi que je suis en Bolivie et imaginez-vous, je ne m'ennuie toujours pas – plutôt, chaque jour m'amène de nouvelles richesses, des amitiés de grande valeur et des connaissances plus amples sur cet autre monde.

Parlons d'abord du côté travail: comme vous le savez, j'ai été engagée par la paroisse de San Lorenzo. Mais à Noël, peu après la visite d'un de nos secrétaires généraux de FSF, Pierre-Yves, un des trois prêtres qui vivait à la paroisse me dit qu'il préférait que je parte: parce que j'avais cabossé la voiture, parce que j'avais accompagné un autre prêtre (avec qui il ne s'entendait pas du tout) à la campagne pour une fête et pour un aspect de ma vie privée.
Après réflexion avec quelques amis j'ai décidé de laisser la paroisse, sans cependant abandonner le travail que je faisais. Ceci m'a été rendu possible par la sœur Paula, avec qui je vivais alors. En fait le prêtre ne voulait plus que je travaille avec lui parce que je participais trop du côté des campesinos (paysans) qui sont les plus démunis. En plus j'allais et je vais encore à des rencontres paysannes où il s'agit de «lutter» pour la terre qui a été enlevée aux paysans par des riches en utilisant des moyens de corruption (papiers falsifiés, etc.). Il se trouve aussi que parfois la police est présente à ces rencontres, bien sûr du côté de ceux qui ont de l'argent. Jusqu'à maintenant ils n'ont jamais utilisé leurs armes.

Une des choses négatives de ne plus travailler avec la paroisse est que je n'ai plus de voiture à disposition pour sortir à la campagne. Mais en tant que bonne Suisse j'ai appris à marcher à l'époque et je peux en profiter maintenant. Il n'est pas rare qu'avec Edith nous fassions quatre à huit heures à pied. L'avantage est qu'ainsi nous pouvons causer avec les personnes que nous rencontrons et le désavantage est qu'il nous faut plus de temps pour le travail, les sorties aux communautés.

Oui, en effet, les communautés représentent mon champ de travail principal! Avant tout, nous allons à la campagne pour visiter environ vingt-cinq centres des mères de la province Mendez. Avec la plupart des paysans et paysannes des communautés j'ai réussi à établir une relation de confiance qui me permet de travailler plus en profondeur. Avec les femmes nous avons décidé de travailler dans un chemin qui appuie les efforts syndicaux de la zone. Cette décision a été renforcée par le congrès campesino au mois de février auquel j'ai eu l'occasion de participer. D'ailleurs, lors de ce même congrès il a été décidé qu'on expulserait du pays les deux organisations des Etats-Unis «Vision Mundial» qui se nomme groupe religieux mais qui en réalité est une secte et «Cuerpo de Paz» (Peace Corps) qui se dit être un groupe qui fait de l'appui à des coopératives. Les deux groupes ont des connections avec la CIA, cherchent donc de l'information avec caractère d'espionnage sur le pays dans le but de gagner du pouvoir sur la Bolivie et finalement toute l'Amérique latine.

Mais pour en revenir à mon travail à la campagne avec les femmes, nous parlons de leurs droits, des méthodes de planification familiale, l'éducation des enfants, nutrition, amélioration de la maison et du ménage, etc. Nous essayons aussi d'initier des

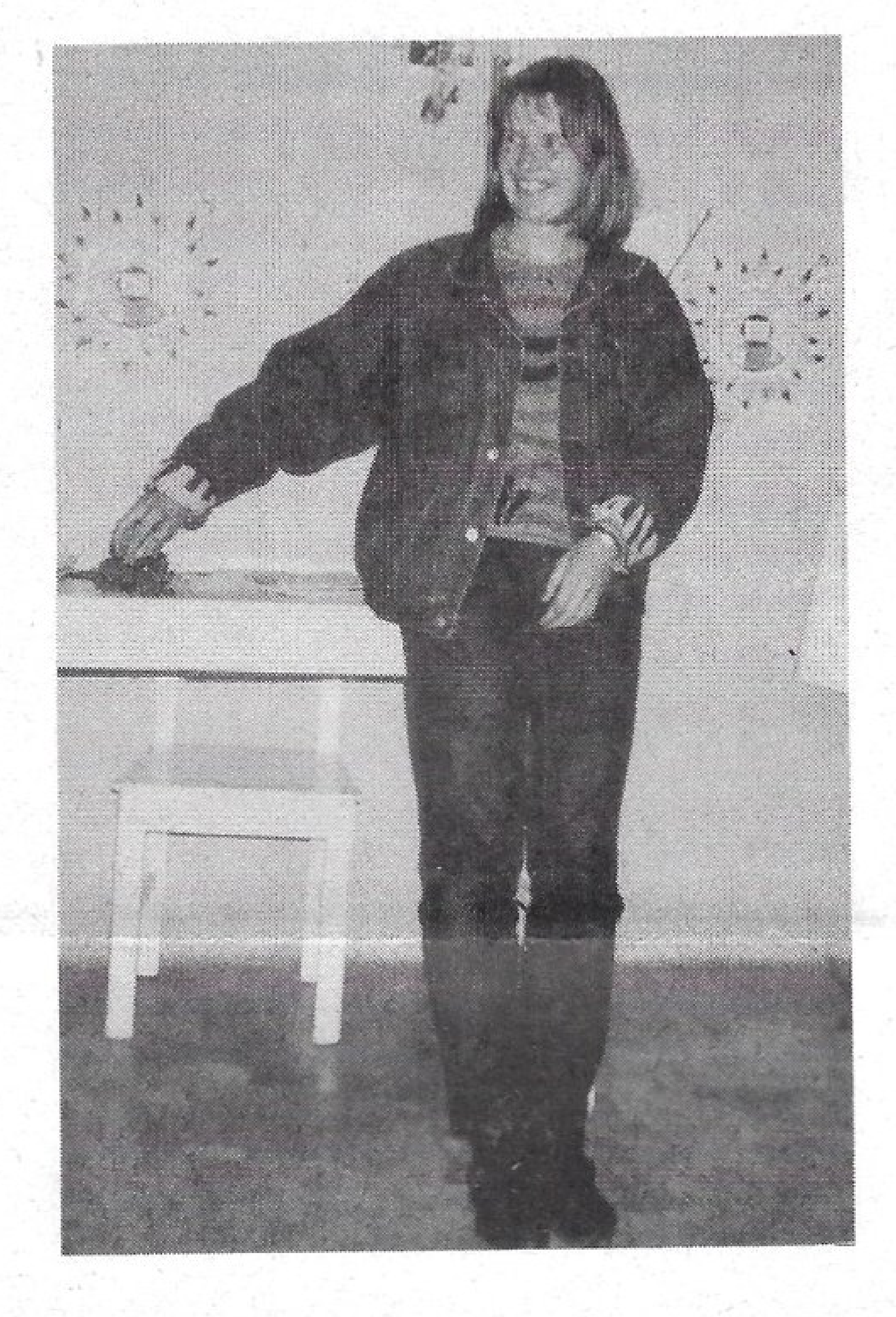
jardins potagers communautaires dans le but d'avoir une meilleure alimentation aussi dans des zones où il y a encore peu de légumes.
Quels sont les droits fondamentaux d'une femme, dites-vous?
Participer à une réunion, à un club; jouir d'une bonne alimentation; avoir les moyens de prévenir et guérir des maladies; ne pas être battue par son mari, plutôt être respectée par lui; savoir lire et écrire, pouvoir se former davantage. Lequel de ces droits est respecté en Bolivie, pour les femmes paysannes? (Et pour les femmes en Suisse? Voyez les raisons de la grève nationale des femmes en juin!) quels droits s'accomplissent pour les enfants boliviens et pour les hommes? Aucun n'est seulement proche de se voir respecté.

Au mois de mars a eu lieu le congrès de l'Assemblée Permanente des Droits Humains de Tarija. J'y ai été invitée et par la suite j'ai décidé de m'engager pour les droits humains du pays, dans la commission d'éducation populaire. Notre devoir est de répandre la connaissance sur les droits humains dans toutes les régions afin que les gens sachent où et comment ils peuvent se défendre et qui les appuie dans leurs efforts.

Et voilà encore quelques faits sur la politique bolivienne: Vous avez certainement entendu que les Etats-Unis ont déclaré la guerre aux drogues et en même temps à beaucoup de paysans boliviens, péruviens et colombiens.

En accusant les pays du Sud, chaque personne qui devient dangereuse pour les riches parce qu'elle défend les intérêts des pauvres et leurs droits peut être mise en relation avec les drogues et ainsi être éliminée de la scène.
Pour éliminer la coca, les USA veulent envoyer des troupes de leur armée en Bolivie et ainsi ils atteindraient un contrôle du pays de l'intérieur.

Mais pour les Boliviens la feuille de coca est sacrée. Elle sert à la médecine naturelle, pour des actes religieux andins et surtout dans la lutte quotidienne pour la survie; elle est mastiquée (ou utilisée comme tisane) contre la faim, l'altitude et permet de travailler dans des conditions misérables.



Qui en Bolivie ne mastique pas la feuille? Quel touriste ne l'utilise pas contre le «soroche» (mal d'altitude), la diarrhée ou les vomissements? Nous l'utilisons tous et je peux vous assurer que ce n'est pas une drogue. En font de la drogue les Européens, les Américains du Nord, et eux la consomment aussi.

Pour toutes ces raisons les Boliviens ne se laisseront pas prendre leur culture de centaines d'années de feuille de coca. Ils sont en train de la défendre en s'organisant au niveau syndical, en faisant des marches de protestation, des «bloquos de caminos» (bloquer les routes).

Mais il n'y a pas seulement le travail! Pendant une année j'ai vécu avec des religieuses, d'abord dans un appartement en ville, ensuite dans une banlieue, le «Barrio Libertad». Il s'agit d'un quartier pauvre avec environ soixante familles qui sont venus du Nord, des mines ou de la campagne. La plupart de ces familles vivent dans une ou deux chambres à 5-10 personnes.

Aucune maison, ni celle des sœurs où nous vivions, a de l'eau courante à l'intérieur. Il faut aller chercher l'eau à 300 mètres de la maison avec des seaux. Souvent c'est l'occupation des filles et des garçons à partir de 4 ans.

D'autre part, les maisons n'ont pas non plus d'électricité. C'est pourquoi la plupart des gens se couchent et se lèvent avec le soleil. La seule lumière qui les aide la nuit est une bougie ou une petite lampe à huile. Dans notre maison au moins nous avions une lampe à gaz qui nous permettait encore la nuit de préparer ou de lire quelque chose. Mais dès que nous voulions nous retirer et lire au lit...

Les personnes du barrio courent depuis deux ans après l'électricité, mais comme si souvent les autorités se moquent des pauvres, les font revenir demain, puis après-demain, puis la semaine prochaine. Et le résultat reste toujours le même: zéro!

Mais maintenant, autant persister, il paraît qu'ils vont mettre de l'électricité. Les gens l'auront en tout cas mérité.

Autre chose qui manque au barrio ce sont les WC. Il y a une seule latrine, celle des sœurs. Les autres personnes utilisent les environs, les collines avoisinantes en érosion. En général on manque d'hygiène. Les enfants tombent malades, ont des diarrhées, des boutons.

Mais les personnes sont très gentilles, nous ont très bien reçu. Je suis très contente d'avoir pu partager leurs souffrances et leurs joies de si proche.

(Suite page 19)



A propos de notre article sur le Rwanda dans Interrogation no 4 de mai 1991, nous avons reçu des commentaires et des protestations, d'une demi douzaine de personnes presque toutes engagées dans une action au Rwanda.

Ces lettres nous ont fait prendre conscience que nous n'aurions pas dû faire paraître ces lignes comme nous l'avons fait, cela ne pouvait que mettre de l'huile sur le feu comme nous le reproche l'un des correspondants. Nous le regrettons et remercions ces lecteurs de leur réaction.

Pour prolonger notre réponse, nous pouvons exprimer notre souci et notre optique, par le texte ci-dessous, écrit par un collaborateur d'Eiréné, l'un des mouvements qui publient «Interrogation». *La rédaction*

A propos de l'article sur le Rwanda

Nous avons été heureux de recevoir plusieurs réactions au «mot» que nous avons écrit dans notre N° 4 concernant le conflit au Rwanda, et c'est avec plaisir que nous tenons à faire cette petite mise au point.
Que nos lecteurs qui nous ont écrit soient rassurés, cette publication n'a pas été le fruit d'une manipulation d'un quelconque groupe. Elle n'a pas été non plus le résultat d'un jugement naïf fait par un individu coupé de la réalité. Elle est tout simplement une réaction à une banalisation d'un sujet aussi grave que celui du conflit interethnique. Sujet qui est hélas, maladroitement abordé aujourd'hui par certains media du Rwanda.
Certes la colère et l'indignation du peuple rwandais face à cette déplorable agression est bien compréhensible. Certes il serait bien dommage de continuer à interpeller et à culpabiliser le pouvoir en place alors que d'autres priorités s'imposent à lui.
Mais devons-nous pour autant fermer les yeux devant des abus susceptibles de provoquer des conséquences bien plus néfastes à court ou à long terme?
A l'heure où le monde découvre les vertus de la tolérance, à une époque où le respect des droits de l'homme n'est plus un concept vide de sens, nous avons le devoir de dénoncer toute action, toute entreprise, visant à annihiler l'homme et à l'ériger contre son semblable. *Justin*

(Suite de la page 18)

Entretemps nous ne vivrons plus avec les sœurs, parce que nous étions déjà beaucoup à vivre dans la petite maison. Et finalement nous ne sommes pas religieuses!

Vous savez, notre engagement, que nous le prenions en Suisse ou à l'étranger est très profond, nécessaire et merveilleux. Jusqu'à maintenant je n'ai pas été déçue ici une seule fois, même si toujours il y a quelques moments durs. Je recommencerais avec FSF et je repartirais aussi, parce que cela a été mon bout de chemin.

A vous tous je vous souhaite aussi beaucoup de force et d'espérance dans votre cheminement.

Con Carino Jeannette



DIS!... TU M'ÉCOUTES?



Quand il y a du pain pour tous, c'est la paix.

Mauro Gorosito, 9 ans, Villa Azalais, Cordoba, Argentine

Rédaction:
Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580 - 2

EIRENE
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse
CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5 046 - 2

FSF
Frères sans frontières
Case postale 26
CH-1700 Fribourg 2
CCP 17-7786 - 4

GVOM
«La Joliette»
Chemin des Bolets
CH-2013 Colombier
CCP 10-20968 - 7

Changement d'adresse: prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

INTERROGATION parait huit fois par année.
Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Impression / composition: Imprimerie Glasson SA - Rue de la Léchère 10
CH-1630 Bulle

JAB